

EXPRESSION
communication
d'entreprise

e-mail : contact@expression-bretagne.com

SCP Pop Corn Communication
Madame la gérante
3 rue du Ponant
ZI du Vern
29400 Landivisiau

Landivisiau, le 9 février 2018

Madame la gérante,

J'ai le regret de vous faire part des griefs que la société Expression dont je suis le gérant souhaite formuler à l'encontre de votre comportement, de celui de vos associées et des agissements de votre entreprise Popcorn Communication.

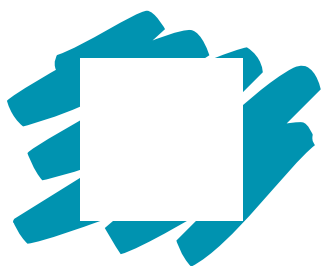
Vous avez, par acte sous seing privé du 2 janvier 2018, créé la société coopérative et participative dénommée Popcorn Communication sise au 3, rue du Ponant, ZI du Vern à Landivisiau. J'ai appris cette création le 4 janvier 2018.

Votre société Popcorn Communication offre les mêmes services que la société Expression, dans la même zone de chalandise, et s'adresse donc aux mêmes clients.

En premier lieu, je reproche à vos associées et à votre société d'avoir intentionnellement organisé une situation de concurrence déloyale.

En effet, Madame Marie-Louise Créac'h, Madame Cécile Le Meur et Madame Julie Le Sann ont démissionné de leur poste à la société Expression de manière concertée, avec effet au 31 décembre 2017, pour constituer votre société Popcorn Communication le 2 janvier 2018. Vous n'étiez pas sans savoir que le départ concomitant de la quasi-totalité des salariés de la société Expression allait nécessairement désorganiser son activité et générer de graves difficultés. Ces difficultés auxquelles nous faisons face aujourd'hui rendent artificiellement la société Popcorn Communication plus attractive.

Je constate déjà que certains clients, entretenus dans cette confusion, ont déjà été détournés de la SARL Expression pour confier leurs travaux à la société Popcorn Communication.



EXPRESSION
communication
d'entreprise

e-mail : contact@expression-bretagne.com

En second lieu, je reproche à vos associées d'avoir détourné des mails et des documents appartenant à la société Expression, et à votre société de les avoir utilisés à des fins commerciales.

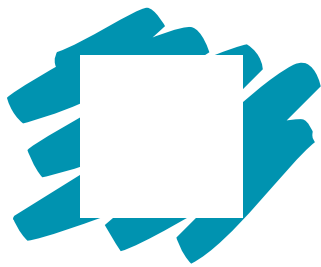
Notamment, et sans que cette liste ne soit limitative :

- Madame Marie-Louise Créac'h, alors salariée de la société Expression, a relevé les 29 novembre et 19 décembre 2017 deux mails du Maire de la commune de Kernouës, sollicitant la société Expression pour un logo, un site internet et le bulletin municipal. Elle a volontairement omis de traiter cette demande en temps utile et de me la transmettre. Elle a transféré l'un de ces mails sur une adresse personnelle. Ceci dans le but que le travail sollicité ne soit pas réalisé par la société Expression mais par la société Popcorn Communication qui était alors en préparation. J'ai en effet appris que Madame Cécile Le Meur avait pris contact sans m'en informer avec le maire de Kernouës en décembre 2017, alors qu'elle était encore en poste à la société Expression, au nom de la société Expression, pour solliciter un rendez-vous le 8 janvier 2018, soit après son départ de la société Expression. Rendez-vous auquel elle s'est rendue bien que le maire de Kernouës ait pris contact avec moi, le 4 janvier, pour le décommander.

- Concernant le dossier du magazine Plants de Bretagne, que la société Expression réalise deux fois par an depuis juin 2004 pour notre client Bretagne Plants, Madame Cécile Le Meur a participé sans m'en informer à une réunion de préparation de ce magazine le 28 septembre 2017, chez notre client Bretagne Plants à Hanvec. Madame Marie-Louise Créac'h, Madame Cécile Le Meur et Madame Julie le Sann ont soigneusement effacé tous les mails concernant ce dossier.

Plus grave encore, j'ai pu constater, en restaurant les mails effacés, que Madame Julie Le Sann, de manière manifestement concertée avec Madame Cécile Le Meur, a transféré sur une boîte mail personnelle tous les documents fournis par notre client Bretagne Plants pour la réalisation de ce magazine, et ce en date du 27 décembre 2017.

Enfin, Madame Cécile Le Meur a réalisé les 21 et 22 décembre 2017, alors qu'elle était encore en poste à la société Expression, deux interviews pour ce magazine, interviews qu'elle m'a dissimulés et dont elle ne m'a pas transmis les textes.



EXPRESSION
communication
d'entreprise

e-mail : contact@expression-bretagne.com

Ces agissements visaient manifestement à détourner le travail commandé à la société Expression, en retardant son exécution pour que la société Popcorn Communication puisse le récupérer.

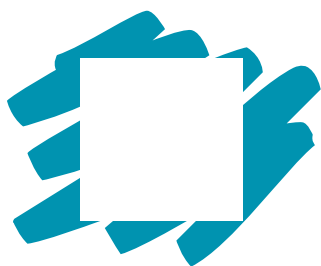
En effet, j'ai appris que votre société Popcorn Communication a livré au mois de janvier, en son nom, notre client Bretagne Plant de ce magazine Plants de Bretagne N°55.

Ces différentes fautes avérées causent un préjudice important non seulement à Expression (notamment, perte de clientèle et de chiffre d'affaires) mais aussi à ses associés qui se trouvent dans l'impossibilité de vendre Expression à la valeur qu'elle avait avant vos agissements.

Je suis en situation de poursuivre votre société au Tribunal de Commerce pour concurrence déloyale, votre comportement correspondant en tout point aux faits qui ont donné lieu à un arrêt de la Cour de Cassation du 13 janvier 1990 n° 88-13.828 et qui ont été qualifiés de détournement de clientèle autorisant l'ancien employeur floué à agir en concurrence déloyale.

Je vous mets donc en demeure :

- De cesser immédiatement toute collaboration avec la société Bretagne Plants et plus généralement tous actes de détournement de la clientèle de la SARL Expression ou de concurrence déloyale.
- De me restituer sans délai tous les documents, correspondances, mails travaux réalisés par la société et que vos associées ont frauduleusement soustraits à ma société.
- De me justifier de la destruction de toutes les copies de ces documents ou fichiers informatiques qui seraient demeurés à votre disposition et de vous abstenir de les utiliser.
- De dédommager la SARL Expression pour le détournement du dossier Plants de Bretagne que vous avez livré et probablement facturé à Bretagne Plants.



EXPRESSION
communication
d'entreprise

e-mail : contact@expression-bretagne.com

Si vous ne déférez pas à cette mise en demeure je saisisrai le Tribunal de Commerce de Brest au besoin en référé d'une action afin que vous et votre société soyez condamnés à cesser l'exploitation de votre activité commerciale concurrente à celle de la SARL Expression dans un rayon de 50 km et pendant un délai de 5 années.

Nous nous sommes rencontrés, à ma demande, Madame Le Meur, Madame Le Sann, Madame Créac'h et moi, le 2 février dernier. Je vous ai exposé ces faits et je vous ai proposé de rechercher un arrangement amiable. Je suis à votre disposition pour finaliser d'extrême urgence cet arrangement.

Dans cette attente, je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de ma considération distinguée.

Le gérant,

Pierre Réguer